



Saint-Germain
lès-Corbeil

Arrêté municipal n°44-2024

ARRETE RELATIF AU PORT DE CAMERAS MOBILES PAR LES AGENTS DE LA POLICE MUNICIPALE DANS LE CADRE DE LEURS INTERVENTIONS, A L'ACCES AU TRAITEMENT DES DONNEES ET AUX AGENTS HABILITES A PROCEDER A L'EXTRACTION DES DONNEES

Le Maire de SAINT GERMAIN LES CORBEIL

VU les articles L 2212-1 et L 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, section 3 : droits de la personne concernée par le traitement des données à caractère personnel, articles 48 à 56,
VU le Code de la Sécurité Intérieure et ses articles L 511-1 et L 241-2, titre IV : caméras mobiles, chapitre 1, R 241-8 à R 241-17 titre IV : caméras mobiles, chapitre unique, section 2 : traitements des données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de police municipale,
VU la loi n° 2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités publique, article 3,
VU le décret n° 2019-140 du 27 février 2019 portant application du Code de la Sécurité Intérieure et relatif à la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de police municipale,
VU le décret n° 2022-1395 du 2 novembre 2022 modifiant les dispositions du Code de la Sécurité Intérieure relatives aux traitements des données à caractère personnel provenant des caméras individuelles des agents de police municipale,
VU la circulaire NOR : INTD1908378N du 14 mars 2019 relative aux modalités de mise en œuvre de l'usage des caméras individuelles par les agents de police municipale et des traitements de données à caractère personnel provenant des caméras individuelles,
VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DSCIPC/BSIOP – N°820 du 27 juin 2022 autorisant la commune de Saint-Germain-lès-Corbeil pour l'utilisation des caméras mobiles par les agents de police municipale,
VU la déclaration de conformité de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés délivrée n°2226439 du 19 mai 2022,

CONSIDERANT la nécessité de pérenniser les caméras mobiles pour les agents de la police municipale afin de dissuader toute personne malveillante de commettre à leur encontre mais aussi d'améliorer et renforcer constamment les liens entre population et police et répondre aux évolutions sociétales et menaces pesant sur leurs actions au quotidien,

CONSIDERANT l'exigence d'apporter la preuve irréfutable d'une contestation d'une tierce personne, notamment dans le cadre d'interventions sensibles pour démontrer le professionnalisme, la probité, la déontologie et renforcer la valeur probante des écrits des agents de la police municipale,

CONSIDERANT la nécessité de désigner l'ensemble des agents de police municipale porteurs de caméras individuelles dans le cadre des leurs interventions et de désigner et habiliter individuellement des agents ayant accès au traitement des données et à procéder à l'extraction des données et des informations.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'ensemble des agents de la police municipale est habilité à porter et utiliser de façon apparente les caméras mobiles fournies aux agents de police municipale au titre de l'équipement des personnels, dans les conditions prévues au code de la sécurité intérieure.

ARTICLE 2 : L'exploitation des données par les agents de police municipale correspondent aux finalités suivantes :

- La prévention des incidents au cours des interventions des agents de police municipale,
- Le constat des infractions et la poursuite de leurs auteurs par la collecte de preuves,
- La formation et la pédagogie des agents de la police municipale.

ARTICLE 3 : Lorsque les agents de la police municipale ont procédé à l'enregistrement d'une intervention dans les conditions prévues à l'article L 241-2 du code de la sécurité intérieure, les données enregistrées par les caméras individuelles sont transférées sur un support informatique sécurisé dès leur retour au service. Les enregistrements ne peuvent être consultés qu'à l'issue de l'intervention et après leur transfert sur un support informatisé et sécurisé. Les données et informations sont conservées pendant une durée d'un mois à compter du jour de leur enregistrement. Au terme de ce délai, ces données sont effacées automatiquement des traitements. Lorsque les données ont, dans le délai d'un mois, été extraites et transmises pour les besoins d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire, elles sont conservées selon les règles propres à chacune de ces procédures par l'autorité qui en a la charge.

ARTICLE 4 : Les images captées et enregistrées au moyen de caméras individuelles peuvent être transmises en temps réel au poste de police municipale et aux personnels impliqués dans la conduite et l'exécution de l'intervention, lorsque la sécurité des agents ou la sécurité des biens ou des personnes est réputée menacée, lorsqu'il existe un risque immédiat d'atteinte à leur intégrité.

ARTICLE 5 : Dans le cadre d'une procédure judiciaire ou d'une intervention, les agents de police municipale auxquels les caméras individuelles sont fournies, peuvent avoir accès directement aux enregistrements auxquels ils procèdent afin de faciliter la recherche d'auteurs d'infractions, la prévention d'atteintes imminentes à l'ordre public, le secours aux personnes ou l'établissement fidèle des faits lors des comptes rendus d'interventions.

ARTICLE 6 : Dans la limite de leurs attributions respectives et de leur besoin d'en connaître, ont seuls accès aux données et informations mentionnées à l'article R 241-10 du code de la sécurité intérieure, en application de l'article R 241-12§I du code de la sécurité intérieure :

- Le responsable du service de police municipale,
- Le responsable adjoint de la police municipale

Ces personnes sont seules habilitées à procéder à l'extraction des données et informations mentionnées à l'article R241-10 du code de la sécurité intérieure pour des besoins exclusifs d'une procédure judiciaire, administratives ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation ou de pédagogie des agents.

ARTICLE 7 : Dans la limite de leurs attributions respectives et de leurs besoins d'en connaître, dans le cadre d'une transmission des données en temps réel au poste de commandement du service de police municipale concerné en raison des menaces sur la sécurité des agents ou de la sécurité des personnes et des biens, peuvent être destinataires de ces données, en application de l'article R 241-12§II du code de la sécurité intérieure :

REÇU EN PREFECTURE

Le 02/04/2024

Application agréée E-legalite.com

99_AR-091-219105533-20240326-AR_44_2024-

- Les agents de la police municipale affectés dans les postes de commandement,
 - Les autorités administratives et judiciaires dont la présence est requise dans les postes de commandement,
 - Les agents de police municipale impliqués dans la conduite et l'exécution de l'intervention.
- Ces données ne peuvent pas faire l'objet d'un enregistrement distinct.

ARTICLE 8 : Dans la limite de leurs attributions respectives et de leurs besoins d'en connaître, dans le cadre d'une procédure judiciaire, administrative ou disciplinaire ou dans le cadre d'une action de formation et de pédagogie des agents, peuvent être destinataires de tout ou partie des données et informations enregistrées dans le traitement, en application de l'article R 241-12§III du code de la sécurité intérieure :

- Les officiers et agents de police judiciaire de la police nationale et de la gendarmerie nationale,
- Les agents des services d'inspection générale de l'Etat, dans les conditions prévues à l'article L513-1 du code de la sécurité intérieure,
- Le Maire en qualité d'autorité disciplinaire ainsi que les membres des instances disciplinaires et les agents en charge de l'instruction des dossiers présentés à ces instances,
- Les agents chargés de la formation des personnels.

ARTICLE 9 : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Madame la Préfète de l'Essonne
- Monsieur le responsable de la Police Municipale de Saint-Germain-lès-Corbeil

Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Versailles -78- dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Fait à Saint-Germain-lès-Corbeil, le **26 mars 2024**

Le Maire
*Vice-président en charge de la politique sportive de Grand Paris Sud,
Conseiller départemental, président délégué aux Sports,*

Yann PÉTEL

